

Prix de thèse sur la ville 2017



PROGRAMME

Mardi 19 septembre 2017,
Tours

14h00-17h30

MSH Val de Loire
33 Allée Ferdinand de Lesseps
Salle polyvalente (RDC)
37200 Tours



Crédits photos (couverture et affiche) :

Photo noir et blanc : Vue semie aérienne de Tours, ©Mathieu Gigot

Photo 1 : Alger, ©CITERES-EMAM

Photo 2 : Reikjavik, ©Divya Leducq

Photo 3 : Istanbul, ©Divya Leducq

Photo 4 : Beyrouth, ©Divya Leducq

Photo 5 : Hanoï, ©Divya Leducq

Photo 6 : Helsinki, ©Divya Leducq

Photo 7 : Saint-Pierre, ©Divya Leducq

Photo 8 : Montréal, ©Divya Leducq

Photo 9 : Port Louis, ©Divya Leducq

Communication :

Conception et réalisation affiche et programme : Muriel Hourlier, UMR CITERES, CNRS

LE PRIX DE THÈSE SUR LA VILLE

Le Prix de thèse sur la Ville est organisé chaque année, depuis 2006, par l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (APERAU Internationale), l'Institut CDC pour la recherche/Caisse des Dépôts et le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA).

Ce prix a pour objectifs :

- de récompenser les meilleures thèses sur la ville, sur le fait urbain ;
- de tenir compte du développement des travaux scientifiques dans ce domaine ;
- de renforcer les échanges et les liens entre les milieux universitaires et professionnels concernés ;
- de promouvoir les recherches scientifiques auprès des praticiens et des acteurs de l'aménagement et de l'urbanisme.

Le jury est composé de façon paritaire par des professeurs des universités, directeurs de recherche au CNRS ou assimilés, tous honoraires, et par des praticiens.

Les thèses doivent répondre aux critères suivants :

- une ouverture interdisciplinaire ;
- une dimension spatiale sensible dans la façon de traiter les thèmes abordés ;
- une approche théorique et critique d'une part, concrète ou opérationnelle d'autre part, ces deux dimensions s'enrichissant l'une l'autre ;
- une réflexion sur l'action et (ou) vers l'action opérationnelle ;
- une dimension personnelle et innovante dans la démarche ;
- un cadre de référence international.

L'édition 2017 :

Elle distingue les meilleures thèses de doctorat soutenues en France ou à l'étranger en 2016, rédigées en langue française et traitant de la ville.

Le jury est présidé par Jean-Pierre LEBRETON. Ses membres sont : Patrice AUBERTEL, Francis BEAUCIRE, Martine BERGER, Anni BORZEIX, Monica-Isabel DIAZ, Rémi DORMOIS, Annie FOURCAUT, Nicolas GILLIO, Louis HENRY, Claude LACOUR, William LE GOFF, Christine MALE, Virginie MALOCHET, Jean-Pierre MAUGENDRE, Michel MICHEAU, Benjamin MICHELON, Françoise POTIER, Delphine SILLY, Jean-Jacques TERRIN, Serge THIBAUT, Yannis TSIOMIS, Christian VANDERMOTTEN.

Le 5 juillet 2017, le jury a délibéré et a désigné parmi les trente-six candidats au Prix :

Pour le Grand Prix :

Perrine POUVIN pour sa thèse de doctorat en sociologie *Action de rue et expérience politique à Moscou. Une enquête filmique* thèse soutenue à l'EHESS, Centre d'Étude des mouvements sociaux-Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre européen, sous la direction de Daniel CEFAL et d'Yves COHEN.

Pour les Prix Spéciaux :

Paul CITRON pour sa thèse de doctorat en géographie *Les promoteurs immobiliers dans les projets urbains. Enjeux, mécanismes et conséquences d'une production urbaine intégrée en zone dense*, soutenue à l'université Paris I - Panthéon-Sorbonne, UMR 8504 Géographie-Cités, sous la direction de Sylvie FOL.

Antoine COURMONT pour sa thèse de doctorat en science politique *Politique des données urbaines. Ce que l'open data fait au gouvernement urbain*, soutenue à l'IEP Paris, sous la direction de Dominique BOULLIER.

La manifestation de remise des Prix :

Les lauréats, les membres du jury et les organisateurs sont accueillis à l'Université François-Rabelais de Tours, par Polytech Tours et l'UMR 7324 Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES).

Polytech Tours est une école d'ingénieur qui conduit une formation d'ingénieur en urbanisme et aménagement très recherchée par les employeurs et sans équivalent dans le paysage français de l'enseignement supérieur. Avec l'appui de l'UMR CITERES, Polytech Tours a également mis en place un Master Recherche International Planning and Sustainability.

L'UMR CITERES a comme objectif scientifique principal l'analyse des dynamiques spatiales et territoriales des sociétés, à partir d'entrées disciplinaires variées : aménagement-urbanisme, archéologie, écologie, géographie, histoire, sociologie... Très actifs à l'échelle nationale et internationale, les chercheurs de CITERES conduisent des travaux dans cinq champs de recherche principaux : la ville, l'environnement, le patrimoine, le territoire, les effets des recompositions sociales.

Cette manifestation vise à célébrer la recherche urbaine dans ses développements scientifiques les plus récents. Elle cherche aussi à interroger sa pertinence pour les professionnels de la fabrique urbaine.

PROGRAMME

REMISE DU PRIX DE THÈSE SUR LA VILLE 2017 (12^e édition)

14h00 ACCUEIL ET INTRODUCTION

Philippe VENDRIX (Président de l'Université de Tours), Hélène PESKINE (Secrétaire permanente du PUCA), Isabelle LAUDIER (Caisse des dépôts), Christophe DEMAZIÈRE (APERAU), Nora SEMMOUD (UMR CITERES), Sébastien LARRIBE (Polytech Tours)

14h15 TROIS ACTUALITÉS DE LA RECHERCHE URBAINE EN DÉBATS

Table-ronde 1 : Les recherches quantitatives réinterrogées par les données urbaines

Avec Claude LACOUR, Serge THIBAUT (membres du jury) et **Antoine COURMONT** (IEP, Paris), **Prix spécial** pour sa thèse de doctorat en sciences politiques sous la direction de Dominique BOULLIER : *Politique des données urbaines. Ce que l'open data fait au gouvernement urbain.*

Table-ronde 2 : Quels nouveaux enjeux de connaissance pour les recherches sur la promotion immobilière ?

Avec Jean-Paul CARRIÈRE (UMR CITERES), Patrice AUBERTEL (membre du jury) et **Paul CITRON** (Université Paris Panthéon-Sorbonne UMR 8504 Géographie-Cités), **Prix spécial** pour sa thèse de doctorat en géographie, sous la direction de Sylvie FOL : *Les promoteurs immobiliers dans les projets urbains. Enjeux, mécanismes et conséquences d'une production urbaine intégrée en zone dense.*

Table-ronde 3 : Espaces urbains et mouvements sociaux

Avec Françoise POTIER, Christine MALE (membres du jury) et **Perrine POUPIN** (EHESS, Centre d'étude des mouvements sociaux - Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre européen), **Grand Prix** pour sa thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Daniel CEFAL et d'Yves COHEN : *Action de rue et expérience politique à Moscou. Une enquête filmique.*

16h00 **Table-ronde : *Quelles orientations et quelles pratiques de la recherche urbaine ? Ou : La recherche urbaine : vraiment indispensable ?***

Animée par Marie-Pierre LEFEUVRE (UMR CITERES) et Marc DUMONT (APERAU)

Avec la participation de Jérôme BARATIER (Directeur de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle), Hélène PESKINE (PUCA), Louis HENRY (Institut CDC pour la recherche), Benjamin MICHELON (EUP).

17h00 **Remise officielle des prix par Jean-Pierre LEBRETON, Président du Jury du Prix de Thèse sur la ville 2017**

17h15 **Cocktail**

LAURÉATS 2017

Antoine COURMONT

***Politique des données urbaines. Ce que l'open data fait
au gouvernement urbain***

Thèse de doctorat en Sciences politiques sous la direction de
Dominique BOULLIER, réalisée à l'IEP, Paris

Si les administrations municipales ont toujours été productrices et utilisatrices de savoirs de gouvernement, d'indicateurs ou de statistiques, à partir du milieu des années 2000, de nouvelles entités ont fait leur apparition dans le gouvernement urbain : les données. Des métropoles développent des stratégies, transforment leur organisation et créent de nouveaux métiers pour gérer cette entité informationnelle. Comment les données sont-elles devenues un enjeu de gouvernement ? Qu'est-ce que l'émergence de ces nouvelles entités fait au gouvernement urbain ?

Quand les données arrivent en ville : le libéralisme informationnel à l'échelle urbaine

L'émergence des données dans le gouvernement des villes est étroitement liée au développement des démarches d'*open data* et de *smart cities*. L'*open data* est un mouvement international, initié dans les pays anglo-saxons, visant à mettre en circulation les données des administrations publiques afin de les rendre accessibles aux citoyens. La mise à disposition des données doit favoriser à la fois le développement économique, la transparence et la participation citoyenne. En France, plus d'une centaine de collectivités sont engagées dans des démarches d'ouverture de leurs données. Ce chiffre devrait s'étendre dans les prochains mois, puisque la loi NOTRE impose l'ouverture des données à l'ensemble des collectivités de plus de 3 500 habitants.

Parallèlement, sous l'impulsion d'entreprises des technologies de l'information, la *smart city* a fait son apparition dans les métropoles. On peut la définir de manière générique comme l'usage généralisé de données numériques pour rationaliser la planification et la gestion des villes. La *smart city* est en effet pensée dans une vision systémique du fonctionnement urbain : la plasticité de la matière informationnelle doit permettre de gérer les interdépendances entre les multiples fonctions urbaines. Pour cela, il est nécessaire de décroiser les « silos » de données et passer d'une logique de stock à une logique de flux, c'est-à-dire de mettre en circulation les données.

Suivre la chaîne de la donnée : approche théorique et méthodologique

Au travers de l'analyse de la politique d'*open data* de la Métropole de Lyon, cette thèse a pour ambition de suivre au plus près les données pour analyser ce que leur mise en circulation fait au gouvernement urbain. Pour dépasser les discours sur la *smart city* qui considèrent les données comme neutres, autonomes et aisément circulables, j'effectue une sociologie des données attentives aux transformations conjointes des données et des acteurs qui leur sont associés. L'approche théorique poursuivie mobilise la sociologie urbaine, l'analyse de l'action publique et la sociologie des sciences et des techniques (STS), en particulier la sociologie de la quantification développée en France par Alain Desrosières.

Cette sociologie des données met en évidence une tension entre attachement et détachement lorsque l'on souhaite passer d'une logique de stock à une logique de flux de données : pour mettre en circulation les données, il faut parvenir à les détacher de leurs liens initiaux ce qui nécessite leur attachement à de nouveaux utilisateurs. Cette tension constitue le fil directeur de cette thèse, organisée en cinq chapitres, qui sont autant d'étapes de la chaîne des données ouvertes : produire, mettre en circulation, ouvrir, réutiliser et gouverner. À chacune de ces étapes, la thèse pointe les politiques des données urbaines, entendues comme les modes d'association et de composition de collectifs avec et autour des données. Suivre la chaîne de la donnée permet de mettre en évidence différents agencements entre des acteurs, des modes de gouvernement et des représentations de la ville. Cela offre un nouveau regard sur les modalités de coordination entre les acteurs, les secteurs, les institutions et les territoires du gouvernement urbain.

Le travail d'observation ethnographique a été effectué au sein de la Métropole de Lyon dans le cadre d'un dispositif CIFRE. De novembre 2012 à juin 2015, j'ai pu suivre la politique d'ouverture des données *en train de se faire* en accédant aux coulisses de l'administration et aux arènes discrètes difficilement perceptibles par des sources externes. On a également réalisé 70 entretiens, le dépouillement d'archives communautaires et une comparaison partielle avec des villes nord-américaines (Boston, New York, Philadelphie).

Principaux résultats et apports opérationnels

Qu'est-ce qu'une donnée ?

Le premier apport de cette thèse est de proposer une définition sociologique de la donnée comme un dispositif sociotechnique, constitué d'un réseau composé d'un ensemble d'actants reliés entre eux par des associations particulières. Cette définition insiste ainsi sur le caractère relationnel de la donnée. Analyser l'évolution de ces relations, c'est continuellement redéfinir ce qu'est ou n'est pas une donnée. La donnée n'a ainsi pas de caractéristiques essentielles. À mesure que la donnée circule d'une épreuve à l'autre, elle diffère par le réseau qu'elle déploie. Il n'y a pas une, mais des données dont les caractéristiques évoluent parallèlement aux attachements qui les constituent.

Qu'est-ce que l'open data ?

Le second apport de la thèse est d'enrichir les réflexions sur l'*open data*. Les politiques d'ouverture de données ont été l'objet de peu de travaux. L'insertion au sein de la communauté urbaine de Lyon m'a permis de suivre la politique d'ouverture des données *en train de se faire*. Ce point de vue ethnographique permet de sortir du débat normatif auquel est trop souvent cantonné l'*open data*, entre ses partisans qui pointent le renouveau démocratique et ses détracteurs qui dénoncent une marchandisation des services publics. Cette thèse enrichit ce débat en explicitant le pluralisme des médiations et des formes d'attachement qui font émerger, de l'ouverture des données, une multiplicité d'agencements.

De manière plus générale, j'affirme dans la thèse que l'*open data* n'est qu'une des manifestations d'un mouvement plus large de mise en oeuvre, à l'échelle urbaine, des principes du libéralisme informationnel, tel que les a théorisés Benjamin Loveluck. Ce libéralisme informationnel se manifeste par l'injonction à une mise en circulation généralisée des données, illustrée par l'*open data*, mais plus généralement par le développement des *smart cities*, qui visent à dépasser les silos de données pour construire une nouvelle couche informationnelle.

Qu'est-ce que la mise en circulation des données fait au gouvernement urbain ?

Au-delà de l'enrichissement du débat sur l'*open data*, cette thèse contribue aux réflexions sur le gouvernement des villes en mettant en évidence deux processus liés à la mise en circulation des données urbaines : d'une part, la donnée devient un enjeu de gouvernement ; d'autre part, les frontières sectorielles, institutionnelles et territoriales sont questionnées.

Durant les trois ans de mon étude, au sein de la communauté urbaine de Lyon, j'ai constaté que le sujet majeur de préoccupation de mes interlocuteurs dérivait de l'*open data* vers la gouvernance des données. En effet, les données deviennent un enjeu de gouvernement à partir du moment où elles sont mises en circulation. Attachées à des producteurs, conservées dans des silos « métiers », les données sont des instruments au service d'une politique publique sectorielle. Elles visent à décrire l'espace urbain pour agir dessus ou produire une connaissance pour aider à la décision.

La mise en circulation des données renouvelle les modes de faire de la collectivité en s'appuyant sur des acteurs tiers qui produisent des services à partir de ses données. Toutefois, la Métropole souhaite conserver une capacité de contrôle de l'usage qui est fait de ses données. Elle doit pour cela mettre en place une stratégie de régulation des flux de données. Par le choix des modalités de mise en circulation des données (licences, formats, etc.), elle encourage l'attachement de ses données à certains utilisateurs ou au contraire en limite d'autres. Ces médiations permettent au Grand Lyon de privilégier l'émergence de certains agencements avec ses données au détriment d'autres. Elles contribuent ainsi à renouveler les modalités de gouvernement de la Métropole de Lyon. Au travers du gouvernement des données, c'est plus généralement la capacité de l'acteur public à gouverner la ville à l'ère du numérique qui est en jeu. Alors que de plus en plus d'actions et de comportements sont régulés par des flux d'informations, si l'acteur public ne contrôle pas ces flux, il perd la maîtrise de ses politiques publiques.

Paul CITRON

***Les promoteurs immobiliers dans les projets urbains.
Enjeux, mécanismes et conséquences d'une production urbaine
intégrée en zone dense***

Thèse de doctorat en Géographie, sous la direction de Sylvie FOL, réalisée à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne, UMR 8504 Géographie-Cités

Depuis les années 1990, de nombreux travaux sur la production urbaine décrivent l'avènement du processus de néolibéralisation dans les politiques de développement urbain. Ces travaux, principalement fondés sur des terrains anglo-saxons, concluent à la généralisation des politiques urbaines néolibérales dans l'ensemble des espaces métropolitains nord-américains et de l'Europe de l'ouest (Brenner, Theodore, 2002). Ces conclusions, ne sont pas sans poser la question de leur *transférabilité* au contexte français (Delpeuch, 2008). L'application d'une théorie générale de la néolibéralisation à un terrain spécifique doit en effet tenir compte de son contexte politico-institutionnel, et s'appuyer sur des données empiriques. Afin de contribuer au débat, le présent travail souhaite donc combler le manque relatif de données empiriques concernant le rôle des opérateurs immobiliers privés, supposés être au centre des politiques urbaines néolibérales. Notre travail se concentre exclusivement sur les grands promoteurs immobiliers, et en particulier sur l'extension de leurs activités résidentielles vers l'aménagement d'espaces plus vastes, en Ile-de-France. Nous nous limiterons à la production d'espaces à dominante résidentielle, ces derniers représentant les trois quarts de l'espace bâti francilien.

Les grands opérateurs immobiliers français se voient actuellement confier de nouvelles prérogatives au sein de la production physique de la ville. L'objectif de la thèse consiste à étudier les conséquences de l'intégration de nouvelles compétences par les grands opérateurs, et en particulier de leur changement d'échelle d'intervention. Cependant, illustrer un changement n'est possible qu'en connaissant l'état initial de ce qui se transforme. Ainsi, nous analyserons d'une part l'émergence d'un modèle de production de la ville en zone dense, à l'aide de capitaux entièrement privés, modèle encore minoritaire en France. Mais, d'autre part, ce modèle est fondé sur l'extension d'une activité quant à elle dominante et majoritaire : celle de la production des logements collectifs par les grands promoteurs immobiliers dans la métropole parisienne, ce qui constitue le deuxième objet de la thèse.

La promotion immobilière se définit comme une « *activité qui consiste à concevoir, organiser et réaliser la construction d'immeubles de logements destinés à être vendus en copropriété à des souscripteurs qui financent l'opération* » (Granelle, 1998). Cette définition correspond exactement à l'activité de promotion étudiée ici, mais soulignons toutefois son caractère restrictif, qui exclut à la fois les activités tertiaires et commerciales des promoteurs, tout comme le logement individuel.

Les *grands opérateurs immobiliers* dont il sera ici question représentent l'ensemble des sociétés de promotion immobilière qui ont depuis étendu leur champ initial de compétences. Depuis les années 1980, ces firmes sont à même de dépasser

l'échelle classique du bâtiment, pour assumer un rôle *d'aménageur*. Ces grands groupes possèdent les ressources économiques, humaines et techniques suffisantes pour assumer une action à l'échelle de l'îlot (ensemble de bâtiments), du macro-lot (plusieurs îlots, séparés par des voiries secondaires), ou du quartier (ensemble d'îlots séparés par des voiries primaires). Une telle échelle d'intervention suppose en outre de passer d'une production d'immeubles uniquement résidentiels à une production urbaine mixte, en termes de produits résidentiels et de fonctions urbaines. Les groupes capables d'assumer cette mixité, de travailler à de telles échelles et de réaliser de tels investissements sont peu nombreux en France. La profession est en effet très fortement concentrée, les dix premières entreprises assurant les deux tiers de l'activité totale.

Selon C. Topalov (2013), « *il n'y a donc plus guère de recherche en France sur la production de la ville d'aujourd'hui* ». Cette thèse propose des pistes de renouvellement de ce champ d'investigations. Elle se situe dans l'optique qualitative des travaux de Julie Pollard (Pollard, 2009), fondés notamment sur l'étude du rôle des promoteurs dans l'orientation des politiques publiques et les jeux d'acteurs locaux. En tant que chercheur en urbanisme, nous tenterons d'orienter nos analyses vers la dimension spatiale, c'est-à-dire les effets physiques, territoriaux, mais aussi programmatiques et organisationnels, des processus observés.

Pour mener à bien cette recherche sur l'évolution des manières de produire la ville, nous avons fait le choix d'une approche pragmatiste et inductive, fondée sur une immersion ethnographique d'environ dix-huit mois auprès d'un grand opérateur immobilier français. Cette société, leader du secteur, produisait en 2012 un logement sur huit en France, et un logement sur cinq en Île-de-France.

Le chapitre 1 de la thèse expose le contexte général de l'étude, décrivant notamment en quoi le changement d'échelle actuel des opérateurs revêt un caractère particulier. Le chapitre 2 décrit notre méthode de recherche, fondée sur une ethnographie d'entreprise. Le chapitre 3 est dédié à la description de la profession des grands opérateurs immobiliers et de ses stratégies d'intégration, puis à celle de l'organisation spécifique de l'opérateur étudié, et en particulier sa principale filiale de promotion résidentielle. Dans le chapitre 4, nous analysons les rapports qu'entretiennent les acteurs de cette société avec les autres protagonistes du projet urbain. Le chapitre 5 met en exergue les stratégies économiques des opérateurs immobiliers. Nous entrons ensuite dans le détail de la production urbaine, à travers le déroulement des projets de promotion d'immeubles de logements (chapitre 6), puis à une échelle plus vaste, celui des projets d'aménagement urbain portés par un opérateur privé (chapitre 7). Le chapitre 8 tire les conclusions générales de la thèse, d'un point de vue urbain et théorique.

Perrine POUPIN

Action de rue et expérience politique à Moscou. Une enquête filmique

Thèse de doctorat en Sociologie, sous la direction de Daniel CEFAL et Yves COHEN, réalisée à l'EHESS, Centre d'étude des mouvements sociaux - Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre européen

Cette thèse a eu pour ambition d'étudier les expériences des personnes qui se rassemblent pour une manifestation à Moscou à la fin des années 2000. Elle est issue d'une enquête ethnographique, en partie vidéographique, qui a impliqué une expérience incarnée, située et inscrite dans le temps d'une communauté d'explorateurs associés à l'enquête. Elle a pu expliciter pourquoi les manifestants et les organisateurs manifestent et revendiquent comme ils le font et plus généralement elle a permis de comprendre en quoi consiste pour ces personnes une expérience politique. L'entrée par l'événement et l'expérience, peu courante en sciences sociales, a permis d'éclairer sous des angles inédits des pratiques revendicatives et d'apporter une plus-value à l'état de la recherche en sociologie des mobilisations collectives et en sociologie politique de la Russie contemporaine.

Pour comprendre l'expérience politique des groupes étudiés, la thèse a fait dialoguer des disciplines qui ne se parlent guère : la sociologie des mobilisations et des problèmes publics, la sociologie de la Russie contemporaine, les études visuelles, la sociologie des émotions, les études urbaines et, sur certains points, l'histoire de l'URSS.

Cette thèse a voulu apporter une contribution à la compréhension de la société russe contemporaine et également une contribution à la sociologie de l'action collective, tant sur le fond (par l'analyse des coalitions en contexte autoritaire et la valorisation des savoirs pratiques, des expériences et des émotions des participants) que sur un plan méthodologique (en montrant l'apport d'une enquête filmique résolument ethnographique). La thèse a analysé les campagnes publiques organisées par trois coalitions protestataires à Moscou de la fin des années 2000. Ces expériences publiques ont vu le jour tour à tour à la suite du passage à tabac de jeunes personnes par des policiers en avril 2008, du double assassinat politique de l'avocat Stanislav Markelov et de la journaliste Anastasia Babourova en janvier 2009 et d'arrestations en août 2010 dans le cadre d'une lutte contre un chantier autoroutier traversant la forêt de Khimki, au nord de Moscou. L'observation filmique des actions de rue et l'enquête ethnographique ont pu mettre en évidence la force des événements à l'origine de la création des coalitions, en partie liée à la production d'une multitude d'images intervenant dans les mises en récit de ces événements et des problèmes publics liés. L'enquête a cherché à rendre compte de ces expériences revendicatives, à partir des événements déclencheurs et pendant toute l'existence des coalitions. La thèse a reposé sur une stratégie d'écriture qui a consisté à commencer, dans le premier chapitre, par la présentation des actions de rue. Les chapitres suivants ont eu pour objet de contextualiser l'expérience manifestante en la replaçant parmi d'autres activités qui la composent, la fragilisent et la font advenir, à savoir le travail organisationnel dans les coalitions, la répression et la vie urbaine à Moscou. Le sixième et dernier

chapitre est une proposition méthodologique, appliquée dans la thèse, d'une approche ethnographique par la caméra.

À chaque niveau, ceux des rassemblements de rue, de la vie militante et des moments informels quotidiens, l'organisation pratique de l'expérience revendicative a été analysée dans les coalitions au prisme des exigences et des critères de l'expérience publique – si l'on suit Erving Goffman, de critères de publicité politique, mais aussi d'accessibilité et de visibilité. Une tension est en même temps très vite apparue entre les conceptions de la « publicité » qui prévalent en Europe de l'Ouest ou aux États-Unis, celles d'Arendt, d'Habermas et de Dewey, et les pratiques de l'espace public dont on peut faire l'expérience à Moscou dans les milieux militants. D'une part, ces conceptions, surtout celle de Dewey, m'ont servi de modèle contrefactuel à l'épreuve desquels faire apparaître un certain nombre de dimensions de l'expérience politique en Russie qui d'ordinaire passent inaperçues ; mais d'autre part, l'expérience russe m'a invitée à ne pas prendre ces perspectives pour argent comptant. J'ai dû prendre la mesure du travail de traduction, d'une langue à l'autre, d'un pays à l'autre, de mon expérience quand j'étais à Moscou et dans d'autres villes de Russie.

Dans une démarche qualitative et écologique, l'étude a documenté les mondes ambiants et les environnements physiques des manifestations. Sur le terrain et ensuite à la lecture des images, mon regard a pu repérer des séquences d'actions, des arrangements spatiaux, des équipements d'objets et des dispositifs. J'ai pu décrire des performances, des ambiances, des façons de coopérer et de s'ajuster, des interactions, des personnages et des histoires. L'enquête a permis de dépasser la vision largement logocentrique de la participation et de la politique. Les expériences publiques se déroulent dans des lieux matériels, qui méritent d'être décrits finement. L'ethnographie des espaces publics proposée dans cette étude a largement profité des compétences et savoirs des praticiens de la ville rencontrés sur le terrain à Moscou, des urbanistes, des artistes-performeurs de rue, des cinéastes, des militants, des journalistes, des promeneurs et des habitants. Elle a montré l'apport et l'originalité d'une approche sensible et expérimentale dans l'étude des pratiques et des lieux de la politique.

En vue d'explorer le sens des expériences revendicatives sous toutes ses coutures, l'enquête a également inclus une ethnographie en ligne des récits et des images diffusés sur Internet par les militants. Avec la digitalisation d'une partie de la vie sociale, les images sur le web font partie du quotidien des personnes qui s'engagent. Une bonne partie des discussions politiques trouve aujourd'hui leur place sur Internet : elles reprennent et relancent celles qui sont menées dans la vie réelle. Pour les jeunes militants urbains qui prennent rarement le temps de mener des débats dans des réunions, des rassemblements ou des rencontres informelles, les réseaux sociaux représentent même un des seuls lieux pour eux d'échanges et de débats politiques argumentés.

L'expérience filmique a permis d'alimenter, depuis une pratique de vidéaste, une recherche sur les images produites et diffusées par des militants à Moscou, et sur leurs répertoires d'énonciation iconique. Chaque image renvoie à la manière de chaque producteur d'image de traduire des situations et des messages en forme visuelle. Les images revendicatives sont des actes : elles participent de leur côté à créer la réalité politique et à toucher des publics. Un des paris de cette démarche a été d'analyser

comment la fabrication, la diffusion et la réception des images sont vectrices de discussions autour des pratiques manifestantes et en organisent l'expérience. Comment fait-on les images ? Comment les lit-on ? Qu'en fait-on ? Que nous font-elles ? L'analyse contextuelle de productions filmiques et le suivi de la circulation socialisée du sens des images produites, sur la scène d'Internet et dans des discussions en coprésence, a permis de comprendre les effets que les images produisaient sur les enquêtés, les enquêtes (militantes, judiciaires, journalistiques, scientifiques), les groupes militants et l'action revendicative elle-même.

Dans cette thèse nous avons aussi voulu comprendre les effets pratiques d'Internet dans la vie politique. La visibilité médiatique en ligne fait l'objet d'un fort investissement de la part des militants. Une des conséquences performatives de la priorité donnée aux médias consiste, devant toute situation problématique, à organiser systématiquement des actions de rue et des campagnes dans des formes « médiatiquement correctes ». Cela se fait au détriment d'autres activités militantes qui pourraient être orientées vers le débat, la politisation des discussions, la participation ouverte et active et la consolidation interne des mouvements. En outre, la mise en visibilité présente des risques : elle engage des poursuites judiciaires et policières. Notre enquête a montré que dans nos sociétés contemporaines, l'image, en tant que rapport de force et de sens, est un enjeu stratégique majeur pour les organisations autant qu'un savoir-faire.

Cette thèse a montré, à partir d'une approche microsociologique, l'ampleur des difficultés que les personnes affrontent et la multiplicité des épreuves de force qu'elles engagent. En documentant avec précision les cas de répression entourant les coalitions, l'enquête a pu suivre l'itinéraire familial de nombreux militants, celui qui conduit de l'arrestation au tribunal puis à la prison. Les obstacles sont en partie pratiques et légaux, directs et apparents. Ils vont de pair avec des formes de répression larvées, soit des activités de discrédit et de délégitimation qui jettent le soupçon contre les personnes qui s'engagent.

L'étude a compris une enquête ethnographique et elle a regroupé des observations et des arguments formulés par des praticiens du droit, avocats et juristes. Le cas du projet de l'autoroute traversant la forêt de Khimki nous a donné l'occasion de décrire les transactions difficiles entre pouvoirs publics et administrés mécontents tant du fait de conflits d'intérêt que de celui d'une vision autoritaire de l'action publique. Une réglementation administrative contraignante pèse en amont et pendant les actions sur les manifestants. Les actions de rue sont caractérisées par des allers et retours incessants entre négociations et répressions.

En conclusion, on peut dire que cette enquête a témoigné de la vivacité d'activités revendicatives qui existent dans une ville comme Moscou. Elle a révélé également les limites pratiques et concrètes auxquelles se heurtent les personnes qui s'engagent.

– APERAU –

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE EN AMÉNAGEMENT ET URBANISME

L'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (APERAU) a été créée en 1984 par des responsables de formations françaises à l'aménagement et à l'urbanisme, autour d'une charte énonçant des principes pédagogiques. Cette charte, élaborée avec le Ministère en charge de l'urbanisme, insiste notamment sur l'interdisciplinarité, la mise en situation professionnelle des étudiants à travers des travaux individuels et collectifs et la participation effective des professionnels au contenu des formations. Cette charte permet de labelliser des formations sur la base d'un dossier et d'une visite d'un comité d'évaluation qui rencontre les enseignants, les intervenants professionnels, les étudiants, les diplômés. Chaque comité comprend deux universitaires et un professionnel ; pour la France, ce dernier est désigné par l'Office professionnel de qualification des urbanistes, en Suisse par la Fédération Suisse des urbanistes, etc. Cette labellisation est régulièrement soumise à renouvellement.

En France, l'APERAU rassemble 22 formations de niveau bac+5, d'où sortent plus d'un millier de diplômés chaque année. Au printemps 2017, ont été admis les Masters Urbanisme et aménagement de Montpellier et Perpignan et le Master Génie urbain de Marne-la-Vallée. Depuis 1996, l'APERAU est aussi une association internationale francophone, établie, en dehors de l'Europe, en Amérique du Nord, et en Afrique-Maghreb-Moyen-Orient. Ce réseau scientifique reconnu par l'association Universitaire de la Francophonie organise chaque année le «Prix de thèse sur la ville» avec le Plan urbanisme construction architecture et la Caisse des dépôts, mais aussi des Rencontres internationales en urbanisme, un Prix de l'article scientifique (avec la Caisse des dépôts), des séminaires pour les doctorants. Elle organise aussi un challenge annuel pour les étudiants, contribue aux fiches Outils de l'aménagement du CEREMA et porte la *Revue internationale d'urbanisme*.

<http://www.aperau.org>

INSTITUT CDC POUR LA RECHERCHE

L'Institut CDC pour la Recherche est un programme de la Caisse des Dépôts, situé au sein du Département de la Stratégie, qui a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention et/ou dans le cadre des priorités stratégiques du groupe Caisse des Dépôts, qui se déclinent en quatre axes :

- transition énergétique et écologique,
- transition numérique,
- transition démographique,
- transition territoriale.

L'Institut CDC pour la Recherche contribue ainsi à de nouveaux travaux de recherche donnant lieu à des partenariats, en articulation avec les questionnements opérationnels du groupe, qu'il s'agisse des missions de l'Établissement public ou des activités de ses filiales. Ces partenariats prennent diverses formes, en mode projet, en lien avec des événements, avec des universités, des centres de recherche, ou autres institutions qui apportent de nouvelles réflexions académiques. Il intervient de façon transversale à partir de la recherche, en direction des différents métiers du groupe, ce qui permet de rapprocher les chercheurs et les acteurs de terrain. Il organise enfin la valorisation des résultats dans le cadre de contributions au débat public, sous forme de conférences, colloques ou publications. À partir de l'ensemble de ces projets, l'Institut CDC pour la Recherche nourrit la réflexion stratégique interne, enrichie des nouvelles tendances identifiées dans le secteur de la recherche.

<http://www.caissedesdepots.fr/institut-cdc-pour-la-recherche>

- PUCA -

PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE

Organisme national de recherche et d'expérimentation sur l'urbanisme, la construction et l'architecture, le **Plan Urbanisme Construction Architecture, PUCA**, s'appuie sur un secrétariat permanent rattaché au ministère de la Transition écologique et solidaire et au ministère de la Cohésion des territoires.

Le PUCA développe à la fois des programmes de recherche incitative, et des actions d'expérimentations et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine. Il associe au sein d'un Comité des Directeurs les administrations concernées du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des territoires (Direction Générale de l'Aménagement du Logement et de la Nature et Direction de la Recherche et de l'Innovation) ainsi que celles du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Direction de la Recherche et Direction de la Technologie) et du ministère de la Culture (Direction de l'Architecture et du Patrimoine).

Le PUCA dispose également d'un Comité des parties prenantes et d'un Conseil scientifique.

Le Comité des parties prenantes, présidé par Robert Herrmann, président de l'Eurométropole de Strasbourg, réunit des représentants des milieux professionnels, scientifiques, éducatifs, de la société civile et des décideurs urbains : collectivités locales et aménageurs publics. Il définit les priorités de la recherche et de l'expérimentation, débat des résultats des évaluations et propose les programmes pluri-annuels et annuels.

Le Conseil scientifique, présidé par Michel Lussault, géographe, professeur des universités à l'université de Lyon, est composé de représentants des sciences de l'ingénieur, des sciences de l'homme et de la société et de la recherche architecturale. Il est chargé de la validation scientifique des programmes de recherche et d'expérimentation et de leur évaluation.

Le secrétariat permanent dirigé par Hélène Peskine est chargé de piloter l'exécution des programmes et d'en valoriser les résultats.

Des actions de valorisation sont régulièrement organisées : séminaires, colloques, publications, complétées par l'édition de nombreux ouvrages issus des rapports de recherche, d'étude et d'évaluation commandités par le PUCA.

<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr>

- POLYTECH -

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Le département Aménagement et Environnement de Polytech Tours, héritier du CESA fondé en 1969, propose de former des étudiants à la prise en charge des enjeux de l'urbanisme contemporain, que ces enjeux se manifestent aux échelles locales, régionales ou internationales, que les interventions envisagées relèvent de l'aménagement, du ménagement, de la préservation ou de la restauration des espaces, que ces espaces considérés soient fortement urbanisés ou partiellement, voire naturels et aquatiques.

Les formations dispensées se déclinent d'une part en un parcours de 3 ans de formation conduisant à la délivrance d'un titre d'ingénieur reconnu depuis 2005 par la CTI (Commission du Titre d'Ingénieurs) et labellisée par l'APERAU et, d'autre part, en une formation de Master Recherche international « Planning and Sustainability », mise en place depuis 2010. À la rentrée 2017, une passerelle est mise en place entre les deux cursus, pour permettre aux élèves-ingénieurs, sous certaines conditions, l'obtention d'un double diplôme.

La diversité des considérations qu'une question urbanistique peut engager, ajoutée à la difficulté générée par l'enchevêtrement de ces mêmes considérations, fonde la nature éminemment complexe des problèmes auxquels doivent être préparés nos étudiants, qu'ils soient ultérieurement placés dans des fonctions d'étude ou d'action. Notre programme pédagogique traduit, dans la diversité et la spécificité des formats sus-cités, cette même ambition.

La pluridisciplinarité est de rigueur au sein de la formation au génie de l'aménagement et de l'environnement. Elle conduit à proposer un panel d'enseignements allant des disciplines formelles aux sciences humaines, juridiques et sociales. La confrontation à la pratique et au « projet » est essentielle et se décline dans des enseignements *ad'hoc*, dans des formats pédagogiques appropriés (ateliers), par l'appel à de nombreux intervenants praticiens, et par une mise en situation opérationnelle au cours des périodes de stages. En dernière année du cursus, la formation « à et par » la recherche se veut le moyen de cultiver un haut niveau d'exigence scientifique et un sens critique toujours aigu. Enfin, l'ouverture à l'international s'impose encore pour explorer la diversité des expériences et participer, par intégration, à la constitution d'une culture partagée de l'aménagement et de l'urbanisme.

- UMR 7324 CITERES -

CITÉS, TERRITOIRES, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉS

L'objectif scientifique principal de l'**UMR Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES)** est l'analyse des dynamiques spatiales et territoriales des sociétés¹. Les travaux de l'unité concernent des aires culturelles et des périodes historiques distinctes et ont un fort caractère pluridisciplinaire. L'UMR relève à titre principal de l'Institut des Sciences humaines et sociales (INSHS) et à titre secondaire de l'Institut Écologie et environnement (INEE) du CNRS. Par rapport aux autres laboratoires de la section 39 (rattachement principal du laboratoire) non seulement l'UMR dispose d'un cœur disciplinaire en géographie et aménagement de l'espace, urbanisme, mais il est possible d'identifier quatre grandes spécificités :

- *la présence des sciences historiques* et une équipe Archéologie et territoires (LAT²), partenaire de l'INRAP.
- *le renforcement de la composante sociologie et anthropologie* qui marque l'évolution de l'équipe Construction politique et sociale des territoires (CoST) qui deviendra équipe Construction sociale et politique des espaces, des normes et des trajectoires au début du contrat quinquennal 2018-2022 (CoST³).
- *la consolidation de la pluridisciplinarité* qui va au-delà des SHS avec la présence d'écologues permettant à l'équipe Ingénierie du projet d'aménagement, paysage, environnement (IPAPE) d'élargir sa compétence sur les questions environnementales et d'évoluer vers l'équipe Dynamique et Action Territoriales et Environnementales (DATE⁴).
- *la spécialisation de l'Équipe Monde arabe et Méditerranée (EMAM⁵) sur une aire culturelle*, s'attache à la compréhension des dynamiques urbaines, des circulations et des relations entre le Monde arabe et l'Europe méditerranéenne.

Le bilan fait en 2015-2016 montre que les travaux de l'UMR contribuent à cinq principaux domaines de recherche pluridisciplinaires qui présentent de nombreuses articulations. Ils seront à la base de la structuration des actions scientifiques transversales prioritaires de l'UMR CITERES pour la période 2018-2022 : 1) la recherche urbaine, 2) la recherche environnementale, 3) les travaux sur le patrimoine, 4) les travaux sur les rapports au(x) territoire(s) et 5) ceux sur les effets des recompositions sociales contemporaines. Ces domaines placent l'UMR dans une position avantageuse au sein des grands défis sociétaux, identifiés aux niveaux national, européen et mondial et inscrits dans les priorités fixées par les prospectives de recherches (H2020, INSHS, INEE, ANR). Le dynamisme des chercheurs en matière

1 CITERES est dirigée depuis le 1^{er} septembre 2017 par Nora Semmoud (PR).

2 Responsable Xavier Rodier (IR HDR).

3 Marie-Pierre Lefeuvre (PR) a succédé à Alain Thalineau depuis février 2017.

4 Sylvie Servain (PR) a succédé à Denis Martouzet jusqu'au 1^{er} janvier 2018, date à laquelle José Serrano (PR) prendra le relais pour DATE.

5 Responsable Anna Madoeuf (PR).

de politique contractuelle et l'intensification des publications, avec comme corollaire un véritable rayonnement international de l'UMR, ainsi que les compétences en son sein ont mis en évidence les capacités des chercheurs à initier des recherches ouvertes aux collaborations avec des partenaires non académiques. Ainsi, les équipes, les chercheurs, encouragés par les directions successives, ont construit des transversalités, des réseaux, des coopérations et des ressources collectives, à l'origine aujourd'hui d'une forme de cohérence de l'UMR qui représente ainsi un ensemble de ressources partagées participant au sentiment d'appartenance.

Fort des enseignements issus du bilan et dans un souci de synergie avec les enjeux sociétaux actuels de la recherche sur les dimensions spatiales et territoriales des sociétés, le projet 2018-2022 propose de consolider les acquis et de renforcer les dynamiques de recherche de l'UMR, notamment celles qui fédèrent plusieurs membres du laboratoire et mobilisent plusieurs équipes. Le projet vise alors la mise en synergie des chercheurs et des recherches, le renforcement des transversalités et le décloisonnement des démarches individuelles au bénéfice des dynamiques collectives.

Dans le domaine de la recherche urbaine, nous souhaitons organiser des travaux sur les relations entre dynamiques urbaines et divisions sociales de la ville et en particulier sur les marges ou interstices urbains (mode d'occupation, représentations, prise en compte par l'action publique), notamment en lien avec la poursuite de l'axe « Ville et études urbaines » de la MSH Val de Loire. Deux autres thématiques se révèlent potentiellement transversales, d'abord les mutations que connaissent les modes d'habiter, notamment en matière de mobilités, ensuite les mobilisations urbaines et leurs significations en termes de conflits, de participation et d'engagement. Dans ce domaine de la recherche urbaine, le soutien aux actions transversales déjà actives sur les politiques européennes en direction des migrants Roms sera poursuivi.

Dans le domaine de la recherche environnementale, à travers des entrées diverses (paysages, biodiversité, risque, changement climatique, etc.), nous porterons une réflexion sur les politiques de l'environnement et les relations entre environnement et politiques (selon les multiples sens du mot, à savoir politique publique, action politique, politisation) et sur les différentes façons de conceptualiser cette relation. De plus, les travaux en cours et les réseaux actifs sur « Sociétés et déchets » seront encouragés.

Dans le domaine des travaux sur les rapports au(x) territoire(s), nous souhaitons renforcer les analyses des liens entre action et territorialisation en traitant à la fois de l'action individuelle, de l'action collective et de l'action publique, en lien avec les réflexions d'un des axes de recherche du Collège international des sciences du territoire (CIST). Les travaux engagés avec les juristes de l'université de Tours sur les territoires du droit continueront à être soutenus.

Dans le domaine du patrimoine, nous souhaitons structurer une série d'actions transversales sur la thématique de la patrimonialisation des espaces urbains et naturels que nous traiterons en particulier à partir de l'analyse de ses effets de valorisation/dévalorisation de sous-ensembles spatiaux, du rôle des instruments de gestion et du rôle des circulations et de la mondialisation. Il s'agit d'une thématique portée par CITERES dans le cadre de la dynamique inter-laboratoire « Intelligence des patrimoines » initiée à l'université de Tours.

Dans le domaine des effets des recompositions sociales, la thématique partagée au sein de CITERES est celle, en lien avec des actions transversales déjà développées, du vieillissement. Cette question est traitée dans la perspective d'identifier ses effets sur les modes d'habitat, les trajectoires, les mobilités et les relations à l'espace et au territoire.

Conçu comme un vecteur des dynamiques collectives au sein de l'UMR, le séminaire transversal de recherche et de méthodologie, mis en place en 2013, constitue une plateforme d'échanges entre chercheurs et enseignants-chercheurs (jeunes chercheurs et chercheurs confirmés) des différentes équipes. Il se veut un lieu de discussion sur les interrogations méthodologiques des chercheurs et d'approfondissement de la connaissance mutuelle des outils mobilisés en matière d'analyse des phénomènes sociaux. Il participe ainsi à un processus de capitalisation des acquis de l'UMR sur ses thématiques majeures de recherche. Il permet également de connaître l'actualité de la recherche à partir de présentations d'ouvrages ou articles récents et d'échanger sur les questionnements liés à la rédaction des projets de recherche, articles ou chapitres d'ouvrage ou encore d'une HDR.

<http://citeres.univ-tours.fr>

PLAN D'ACCÈS

